

« Les Afriques face aux enjeux écologiques contemporains »

Événement accessible en visio-conférence au lien suivant à partir de 9h30 :
<https://u-bordeaux-montaigne-fr.zoom.us/j/82722566805>

PROGRAMME

9h30-10h00 : Accueil des participant.es

10h00-11h : Propos introductif : présentation du GIS EAF, présentation du bureau jeunes chercheurs du GIS, introduction théorique de la journée

Anja Marine Rakotonirina et Noémie Goux

11h-13h : **Axe 1 : Gestion durable des ressources et impacts environnementaux**

Modération : **Hugo Mazzero et Rubis Le Coq**
3 communications de 20 minutes + 1h de discussion

***Ibrahim Khalil Sanogo**, "La protection de l'environnement sur le continent africain entre droits et traditions" – [Docteur en droit, Aix-Marseille Université](#)

***Joseph Bohbot**, " limiter les dégâts environnementaux de l'activité minière artisanale : de l'échec des initiatives top-down à la réussite des régulations informelles" - [Doctorant en géographie, Laboratoire Médiations, Sorbonne Université, Paris](#)

***Youssoupha Tall**, "Savoirs sur la « dégradation » écologique et mobilisations à « bas bruit » pour la préservation du lac de Guiers au Sénégal" - [Sociologue, Postdoctorant à l'IRD UMR G-Eau, Montpellier](#)

13h - 14h30 : Pause repas

14h30 - 16h30 : **Axe 2 : Écrire/décrire l'écologie depuis les Afriques**

Modération : **Stevellia Moussavou Nyama et Alexandre Gaudry**
3 communications de 20 minutes + 1 heure de discussion

***Juliette Reflé**, "Multi-vocalité des discours, pratiques et représentations sur la vulnérabilité côtière de Cotonou à Lagos" - [Doctorante en Science Politique et Géographie, Global Studies Institute, Université de Genève, Centre de Recherches Internationales, Sciences Po Paris](#)

***Fabiola Obame**, "Réflexion sur les pratiques écoculturelles dans le Bassin du Congo : de la décolonisation à la préservation de l'espace" - [Professeure assistante, Université Omar Bongo, chercheuse associée au laboratoire Héritages et Constructions dans le Texte et l'Image \(HCTI\)](#)

***Claire Dutrait**, "Figures perturbantes de l'écologie des savoirs, l'enseignement de Dakar", [Autrice-enquêtrice en doctorat de pratique et théorie de la création littéraire et artistique, CIELAM, Aix-Marseille Université](#)

16h30 : Mot de fin par Stéphanie Lima, Directrice adjointe du Gis Études africaines

ARGUMENTAIRE

Dans un contexte où les enjeux environnementaux s'inscrivent au cœur de l'agenda politique mondial, on peut légitimement s'interroger sur les éventuelles particularités du continent africain qui se trouve dans son ensemble confronté à des défis écologiques majeurs (Calvin et al, 2023, Steffen et al, 2015). Ses régions sont en effet concernées d'un côté par des dynamiques de croissance économique, d'industrialisation et d'urbanisation accélérée, et de l'autre par des vulnérabilités qui se développent ou sont nourries par ces contextes. Ces écarts au sein du continent, en partie hérités de la période coloniale, sont d'ailleurs souvent lus à travers une dichotomie inégalité-interdépendance, autant au niveau local (entre espaces urbain et ruraux) qu'au niveau international (entre pays des Nords et des Suds). L'ensemble de ces facteurs fait ressortir la nécessité de penser les questions écologiques dans leur spécificité au sein des Afriques.

Pourtant, dans les débats et échanges internationaux des dernières décennies, ces problématiques semblent jusque-là relativement peu considérées, ou du moins adressées selon des cadres et lectures de pays occidentaux (Manji, 2007), stratégiquement orientées (Hearn, 2007) ou encore reléguées au second plan de l'agenda politique au profit d'enjeux qui seraient plus "urgents". De ce fait, les initiatives et actions issues du local pour répondre à ces défis environnementaux se retrouvent invisibilisées, pouvant laisser croire à un manque d'engagement citoyen à ce niveau.

Nous proposons que la relégation des enjeux écologiques à l'arrière-plan de dynamiques de développement assourdissantes (Brunel, 2005) ne résulte pas d'une réelle absence de ces questionnements au sein du continent. Plutôt, dans ces contextes à matrice coloniale (Blanc, 2020), elle résulterait de relations internationales et de logiques d'interdépendances animées par des jeux de pouvoir, d'une mondialisation à gestion unilatérale, ainsi que de la reproduction d'inégalités qui se retrouvent dans la circulation des productions académiques sur le sujet.

Certaines sociétés et territoires africains s'emparent des questionnements relatifs aux crises environnementales actuelles, laissant entrevoir des dynamiques politiques et des démarches militantes originales. Celles-ci dessinent les contours d'un "paysage contemporain de l'Afrique environnementale" (Rodary, 2011), riche d'approches plurielles qui tendent à répondre à des problématiques et des modes d'actions situés.

L'objectif de ces tables rondes sera donc de penser les défis écologiques depuis les Afriques. La focale portera sur les manières dont les sociétés africaines se représentent les enjeux environnementaux globaux, s'emparent des questions

écologiques et (ré)inventent des politiques ou des actions militantes, ces initiatives pouvant constituer des sources d'inspiration pour d'autres territoires.

Organisé par le premier Bureau des Jeunes Chercheur.euses du GIS Études Africaines en France, cet événement scientifique est pensé comme une introduction aux objectifs du collectif :

1) contribuer à élargir des espaces de partage de connaissances autour du continent, 2) valoriser la recherche contemporaine menée par et à destination de jeunes chercheur.euses, 3) visibiliser les productions de chercheur.euses africain.es et 4) tenter d'ouvrir un dialogue académique entre France et Afrique.

À l'image de la composition du bureau, la thématique sera abordée au prisme de l'interdisciplinarité au sein des SHS, dans une perspective de mise en dialogue des approches, des démarches et des postures.

La rencontre s'organisera en deux tables rondes thématiques questionnant la gestion durable des ressources et les impacts environnementaux (Axe 1), la manière d'écrire et de décrire l'écologie depuis les Afriques (Axe 2).

11h-13h

Axe 1 : Gestion durable des ressources et impacts environnementaux

Le continent africain, dans toute sa diversité, dispose de fortes potentialités en termes de ressources naturelles. Cela constitue une opportunité pour répondre aux nombreux défis contemporains, formulés par exemple dans les Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2015.

Toutefois, pour répondre à l'ensemble des ODD et s'aligner sur le calendrier fixé pour 2030, il semble parfois nécessaire pour les acteurs économiques et politiques de prendre des décisions en contradiction avec certains de ces objectifs, en particulier en ce qui concerne les enjeux environnementaux et la viabilité des modes de vie et d'exploitation des ressources.

Entre opportunités économiques moteur pour le développement, et désastres écologiques liés à des pollutions et à un rythme d'extraction insoutenable pour les écosystèmes, les ressources naturelles du continent africain s'inscrivent dans un profond paradoxe qu'il apparaît nécessaire de questionner.

De plus, pour la plupart des pays africains, la présence de ces ressources convoitées représente un risque d'ingérence de puissances étrangères, telles que la France et la Chine (Cabestan, 2013), sans oublier les intérêts de puissances émergentes comme la Russie ou l'Inde (Moussa Dembélé, 2015).

À l'aune de ces problématiques, les habitants du continent sont nombreux à se mobiliser pour réclamer une plus grande justice environnementale et inclusive (Larrère, 2009), rappelant à juste titre qu'ils sont le plus souvent les premiers touchés par les transformations environnementales en cours et à venir (dépassement des limites planétaires dont les changements climatiques et la crise de la biodiversité) (Steffen et al, 2015).

Dans un contexte d'incertitudes et d'urgences écologiques, la gestion durable et juste des ressources africaines renvoie ainsi à des enjeux complexes et pluriels.

L'objectif de ce panel est de rassembler des (jeunes) chercheurs.euses qui s'intéressent aux enjeux environnementaux dans des contextes africains, plus précisément liés à la gestion foncière et aux ressources naturelles (eau, forêts, ressources minières ou alimentaires, etc.). Chaque intervenant.e présentera un cas d'étude lié à une région du continent ou une ressource en particulier, en questionnant la durabilité et les impacts environnementaux des modes d'utilisation et d'exploitation de la ressource (par exemple dans les phases d'extraction, de transport ou encore de consommation). Il s'agira aussi de discuter et débattre de ces injonctions à la durabilité, surtout lorsqu'elles sont régies par une logique *top-down*, ne tenant pas assez compte de la frugalité des modes et des conditions de vie qui concerne une large part des habitants du continent.

Il s'agit enfin d'interroger la manière dont les sociétés africaines se représentent et s'approprient (ou non) ces défis écologiques, en étant tout à la fois traversées par les injonctions d'un développement présenté comme nécessaire, par des prédatiions économiques pouvant s'apparenter à du néocolonialisme, et par les besoins d'une justice environnementale inclusive.

Ibrahim Khalil Sanogo

La protection de l'environnement sur le continent africain entre droits et traditions

On ne laisse pas le poisson qui est à côté de sa main pour attraper celui qui est à côté de son pied. C'est par ce proverbe Mahou (Ouest de la Côte d'Ivoire) que je tiens à commencer mon intervention. Ce proverbe incite plutôt à se saisir en priorité de ce qui se trouve à portée de main plutôt que de chercher des solutions lointaines et incertaines. Cette maxime semble bien s'appliquer à la protection de l'environnement à l'échelle du continent africain. En effet, les règles qui déterminent ce domaine sont, dans leur quasi-totalité, copiées et héritées de règles issues de la période coloniale. Cela peut avoir pour conséquence une certaine inadéquation de ces règles vis-à-vis des réalités des populations locales. Cette inadéquation mène à une mauvaise compréhension, une mauvaise application et donc une inefficacité au regard des objectifs écologiques recherchés. L'application de ce droit imposé aux sociétés post-coloniales sur le continent africain a mené à des conflits, que ce soit dans l'application des lois ou dans le domaine de la gestion foncière. Dans celui de la gestion de l'environnement, ce droit conduit à une destruction effrénée des entités naturelles. Afin d'avoir une législation en adéquation avec les mœurs des populations locales et capable de faire face au défi écologique, le choix pourrait être fait de s'inspirer des règles traditionnelles locales. Il pourrait en ce sens être intéressant de s'appuyer sur l'expérience de pays d'Amérique du Sud et d'Océanie qui ont introduit dans leur droit positif des règles issues de leurs traditions afin d'accorder une meilleure protection aux entités naturelles.

Joseph Bohbot

Limiter les dégâts environnementaux de l'activité minière artisanale : de l'échec des initiatives top-down à la réussite des régulations informelles

L'activité minière artisanale connaît une explosion depuis le début des années 2000. Celle-ci concerne les pierres précieuses mais aussi et surtout les métaux, notamment ceux qui portent la transition énergétique, comme le cobalt. A travers le monde, la Banque mondiale estime à 46 millions le nombre de personnes impliquées dans l'activité minière artisanale en

2020. L'or s'inscrit dans cette dynamique puisqu'il connaît une explosion de son cours depuis 2001, passant d'environ 300 euros l'once à plus de 1950 euros en ce début d'année 2024, provoquant des nouvelles ruées vers l'or sur l'ensemble de la planète. L'Afrique subsaharienne est particulièrement concernée par le phénomène, avec le développement de mines industrielles, portées par des investisseurs étrangers mais aussi par la multiplication des exploitations artisanales. Aujourd'hui, des communautés entières tirent leurs revenus de l'activité de l'orpaillage, c'est notamment le cas à Kakamega, à l'ouest du Kenya, lieu de mon étude. Ces activités minières ont d'importantes conséquences environnementales, avec la destruction de terres utilisées auparavant pour l'agriculture. Par ailleurs, l'usage de mercure et de cyanure lors du traitement des roches aurifères participe à une pollution durable du milieu. L'Etat kényan tente de formaliser les activités et de mieux encadrer les conséquences environnementales, notamment par l'élaboration d'un nouveau code minier en 2016. L'Etat est épaulé par les grands programmes de développement à l'instar du PNUD et de son programme mondial consacré à l'orpaillage PlanetGold. Néanmoins, les différentes politiques déployées sont peu efficaces, avec des résultats en deçà des attentes. Parallèlement à ces politiques 'top down', des initiatives informelles de régulations de l'activité d'orpaillage portées par les mineurs eux-mêmes rencontrent un certain succès sur le terrain. Aujourd'hui, ces normes informelles limitent les dommages à l'environnement et réduisent les risques physiques pour les mineurs.

Youssoupha Tall

Savoirs sur la « dégradation » écologique et mobilisations à « bas bruit » pour la préservation du lac de Guiers au Sénégal

Souvent présenté comme une ressource « stratégique » pour le développement économique et social du Sénégal, le lac de Guiers semble être menacé de « péril » depuis quelques décennies à cause de la dégradation de sa qualité écologique. Si les usages (agricoles, piscicoles, pastoraux et domestiques) participent à la dégradation du lac de Guiers (eutrophisation), les acteurs institutionnels s'alarment sur l'urgence de recadrer et d'encadrer les rapports à la ressource. Les communautés locales veulent conserver leurs usages de l'eau. Ce qui ne manque pas de créer des tensions entre usagers et gestionnaires. Par ailleurs, la pluralité de normes d'usages portée par des acteurs aux enjeux et intérêts différents, ne facilite pas la mise en place d'une gouvernance intégrative et collaborative du lac et ses ressources. Cependant, cette situation est un terreau fertile à l'émergence d'une citoyenneté environnementale visible dans les pratiques des populations riveraines du lac. Cette communication décrit et analyse la manière dont cette citoyenneté environnementale est mise en œuvre par les habitants suivant différents régimes d'engagement pour la préservation du lac. Nous montrerons comment les habitants des villages, à travers différents types de mobilisations à « bas bruit » – non protestataires et discrètes – utilisent leurs savoirs sur la dégradation du lac et co-construisent un idéal d'action écologique pour protéger et préserver leurs usages.

14h30 - 16h30

Axe 2 : Écrire/décrire l'écologie depuis les Afriques

L'entrée thématique de ce panel portera sur les manières dont se construit et se transmet un discours sur l'écologie depuis et du point de vue des Afriques. Il s'agira de questionner les représentations, les constructions et les circulations des

imaginaires autour des enjeux environnementaux contemporains au sein d'un continent lui-même marqué par l'urgence écologique.

La perspective est d'interroger les procédés des écrivain.e.s, chercheur.se.s, militant.e.s, ou citoyen.ne.s pour (d)écrire ces défis environnementaux, dans une dynamique de donner à penser (écrire) mais également de donner à voir (décrire) ces phénomènes, en participant ainsi à des constructions singulières de la pensée sur l'écologie. Aussi, cet axe propose de porter un regard sur les façons dont les préoccupations environnementales planétaires imprègnent les littératures mais également les discours des sociétés africaines.

Écrire et décrire l'écologie suppose de réfléchir à des représentations contribuant à promouvoir une approche de l'écologie qui intègre des valeurs éthiques, culturelles et spirituelles. Le décentrement opéré par les études postcoloniales (Chakrabarty, 2009) permet justement aujourd'hui de faire entendre des points de vue longtemps *silenciés* sur plusieurs questions dont celles liées à l'environnement. Fortes de cela, les épistémologies du Sud remettent en question des constructions occidentales de connaissances en faveur d'une perspective qui intègre des savoirs indigènes et locaux dans la réflexion écologique. Ce changement de focale implique une certaine reconnaissance des modes de pensées autochtones, longtemps dévalorisés, construits autour de relations singulières avec la nature (relations indéniablement contextualisées et participant de la construction d'une conscience écologique située). Lesdites connaissances invitent à des lectures originales des préoccupations écologiques qui animent les sociétés africaines.

Aussi, ce panel souhaite ouvrir des pistes de réflexions interrogeant par quels mots et par quelles images, des auteur.trice.s et chercheur.e.s africain.e.s s'approprient les défis environnementaux contemporains.

Dans quelle mesure les écritures africaines de l'écologie déplacent-elles la focale en examinant, au-delà d'un défi majeur planétaire, des rapports mondiaux de domination et de pouvoirs, contemporains ou inscrits dans le temps ? De quelles manières ces lectures invitent-elles à concevoir des approches décoloniales, notamment en observant les relations entretenues entre les humains et la nature, tout en repensant une production scientifique située ? Comment les représentations africaines permettent-elles d'interroger les consciences écologiques des sociétés précoloniales ? Il s'agira enfin d'analyser, comme le souligne Achille Mbembe, l'éclairage que peuvent apporter les cosmogonies et mythes africains à la réflexion du reste du monde pour affronter les crises écologiques (Mbembe, 2023).

Les interventions proposées par de jeunes chercheur.e.s et artistes pourraient s'articuler autour des mises en récit, possibles et observées, d'une conscience écologique depuis les Afriques.

Juliette Reflé

Multi-vocalité des discours, pratiques et représentations sur la vulnérabilité côtière de Cotonou à Lagos

Les bouleversements des écosystèmes littoraux dans le golfe de Guinée affectent directement et indirectement les vies urbaines à Lagos et Cotonou. Cette communication vise à présenter mon exploration de la polyphonie des discours, représentations et pratiques sur la vulnérabilité côtière pour mettre à jour les rapport politiques et sociaux qui produisent et sont les produits des changements environnementaux et urbains dans ces espaces. Dans

le corridor urbain Accra-Lagos, la position littorale apparaît comme une ressource pour le développement des villes mais les activités portuaires et urbaines telles qu'elles sont menées menacent les équilibres éco-systémiques ce qui a des conséquences sur les vies des citoyen.e.s. Pour mettre en perspective les dimensions politiques de la position d'interface terre-mer et des rapports société-environnement en ville, je m'intéresse aux discours, pratiques et représentations quotidiennes et situées sur les changements urbains et environnementaux (Lawhon et al., 2014; Loftus, 2012; Myers, 2016). A un niveau international, la communauté scientifique met en avant la "vulnérabilité côtière" du golfe de Guinée. Cette communication vise à présenter comment le décentrement opéré par les études postcoloniales (Chakrabarty, 2009) invite à un changement de focale pour éviter de reproduire une hiérarchisation des savoirs environnementaux. Prendre en compte une diversité de sources de savoirs environnementaux (Arango, Guitard, Lavie 2022) me permet d'appréhender une polyphonie de discours, représentations et pratiques sur les changements en cours dans les espaces urbains littoraux de Cotonou et Lagos. Porter un regard sur le quotidien de scientifiques, de militant.e.s, de responsables politiques, de résident.e.s et d'usager.ère.s des espaces urbains littoraux me permet de dévoiler des perspectives variées sur les changements environnementaux et urbains. Finalement, la prise en compte de cette multi-vocalité des discours et représentations sur les changements urbains et environnementaux (Myers, 2019) engendre un renouvellement des questionnements politiques sur les rapports environnement-société.

Fabiola Obame

Réflexion sur les pratiques écoculturelles dans le Bassin du Congo : de la décolonisation à la préservation de l'espace

*Situé au centre de l'Afrique, le Bassin du Congo est considéré comme une réserve majeure de biodiversité à l'échelle mondiale. Cette région qui compte plusieurs pays - dont le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République centrafricaine, la République Démocratique du Congo et le Congo Brazzaville - possède la plus grande forêt du monde (Tchatchou et al, 2015) et joue, au même titre que le bassin amazonien, un rôle central en termes de séquestration du carbone. La préservation de cet espace est ainsi une nécessité, au regard de l'importance des écosystèmes qu'il abrite. Par ailleurs, les pratiques culturelles environnementales des peuples vivant dans cet espace sont réputées pour être peu modernisées. Les populations locales entretiennent avec la nature une relation forte puisque cette dernière, en plus de fournir des ressources essentielles au quotidien (notamment alimentaires), fait également l'objet de représentations en étant par exemple associée à une divinité ou un ancêtre. Région anciennement colonisée, le bassin du Congo a vécu sous domination territoriale et culturelle durant de longues années. Les pratiques culturelles des peuples autochtones ont souvent été mises en marge en raison du regard porté sur l'altérité (Ferdinand, 2019). Cependant, cette zone que l'on surnomme le « poumon de la planète » montre la nécessité d'inclure les caractéristiques intrinsèques des écologies locales, dans la mesure où elles rendent également compte d'une politique écologique et d'une manière d'habiter la terre. En ce sens, j'entends montrer qu'une perspective locale de l'écologie étend le regard sur des pratiques spatiales différentes et appelle à une décolonisation du savoir écologique. Cette perspective écocritique postcoloniale, oblige à repenser les limites d'une conception universalisante de l'écologie. Dans cette optique, la méthode écocritique sera privilégiée parce qu'elle interroge le mode de vie de l'humain et son rapport aux formes de vie qui ont tendance, dans la conception occidentale dominante, à être exclues de l'humanité. Corpus envisagés : Bessora, *Pétroleum*, (2004); Étienne Goyemide, *Le silence de la forêt* (1994); Henri Djombo, *Le cri de la forêt*, (2015); Lye M. Yoka, *La guerre et la paix de Moni-Mambu*, (2006); Mongo Béti, *Le pauvre Christ de Bomba* (1956); Trifonia Melibea Obono, *La bâtarde* (2020).*

Claire Dutrait

Figures perturbantes de l'écologie des savoirs, l'enseignement de Dakar

Xam, est le nom de la connaissance en wolof, xam-xam, celui de la connaissance mystique, notamment celle qui s'attache aux plantes. Faire valoir une transmission de l'écologie depuis les Afriques n'est pas sans mettre en crise l'écologie occidentale des savoirs. Cette dernière s'élabore par réductions qui précisent la connaissance (Latour, 2006) quand celle des Afriques est plus « écologique » (Roué, 2012), et consiste plutôt en une intensification de la relation à ce qu'on cherche à connaître. Ces désajustements n'ont pas empêché, voire ont favorisé (Blanc, 2020), le pillage des ressources du continent africain, qu'elles aient été humaines, naturelles ou culturelles. La connaissance des plantes n'a pas échappé à ce pillage (Bonneuil, 2011 ; Dumesnil, 2012). Et même si des traités internationaux ont tenté de rétablir une certaine justice environnementale en organisant « un partage des fruits de l'innovation » réalisée grâce aux connaissances africaines sur la biodiversité (Yentcharé, 2016), cela n'a pas manqué de redoubler la soumission des savoirs ethnobotaniques aux représentations écologistes occidentales (Leach et Fairhead, 2002). Paysage épistémique en crise s'il en est, avec ruines de savoirs sur le champ de bataille. Partant du principe qu'il importe de trouver « des possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme » (Tsing, 2017), je m'appuierai sur les portraits de deux « passeurs de connaissances des plantes » que j'ai rencontrés dans la région de Dakar lors de mon enquête de terrain. L'un et l'autre ont été horticulteurs, initiés aux pratiques mystiques, tradipraticiens, entrepreneurs et formateurs, notamment. Je décrirai quelques manières actuelles et situées de faire monde avec les plantes en Afrique de l'Ouest. Je témoignerai au passage de la perturbation même de la notion de crise que ces rencontres ont suscité chez l'autrice écopoète française que je suis, à propos de l'écologie des savoirs avec les plantes, des manières de les transmettre, et de les situer au regard de la crise écologique globale.

Références bibliographiques

Arango, L., Guitard E., et Lavie E (2022) « "Savoirs environnementaux en Afrique : introduction au numéro" ». *Sources. Materials & Fieldwork in African Studies*, n° 4: 1-19.

Blanc G., *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Eden africain*, Paris, Flammarion, 2020, 343 p., préf. François-Xavier Fauvelle, ISBN : 978-2-08-150439-4

Bonneuil, C. & M. Fenzi (2011) « La carrière d'un problème public mondial », *Revue d'anthropologie des connaissances* 5.2. doi : 10.3917/rac.013.0206.

Brunel, S., (2005). Développement durable: Le lobbying des ONG. *Sciences Humaines*,
https://www.scienceshumaines.com/developpement-durable-le-lobbying-des-ong_fr_11619.html

Cabestan, J.-P. (2013). Les relations Chine-Afrique: Nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir. *Hérodote*, 150(3), 150-171.
<https://doi.org/10.3917/her.150.0150>

Calvin, K., Dasgupta, et al. (2023). IPCC, 2023 : Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland. (First). Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). <https://doi.org/10.59327/IPCC/AR6-9789291691647>

Chakrabarty, D. (2009). *Provincialiser l'Europe : La pensée postcoloniale et la différence historique* (O. Ruchet & N. Vieillecazes, Trad.; Première édition). Éditions Amsterdam/Multitudes.

Chakrabarty, D. (2009). « The Climate of History: Four Theses ». *Critical Inquiry* 35 (2): 197-222. <https://doi.org/10.1086/596640>.

Dumesnil, C. (2012) « Les savoirs traditionnels médicinaux pillés par le droit des brevets ? », *Revue internationale de droit économique* t. XXVI.3 : 321. doi : 10.3917/ride.257.0321.

Ferdinand, M., (2019). *Une écologie décoloniale: penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Anthropocène Seuil. Paris: Éditions du Seuil.

Hearn, J. (2007). African NGOs : The New Compradors? *Development and Change*, 38(6), 1095-1110. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2007.00447.x>

Latour, B. (2006) *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris : la Découverte (« La Découverte-poche »).

Larrère, C. (2009). La justice environnementale. *Multitudes*, 36(1), 156-162. <https://doi.org/10.3917/mult.036.0156>

Lawhon, M., Ernstson H., et Silver, J. (2014). « Provincializing Urban Political Ecology: Towards a Situated UPE Through African Urbanism: Provincialising Urban Political Ecology ». *Antipode* 46 (2): 497-516. <https://doi.org/10.1111/anti.12051>.

Leach, M. & J. Fairhead. (2002) « Manners of Contestation: "Citizen Science" and "Indigenous Knowledge" in West Africa and the Caribbean », *International Social Science Journal* 54.173 : 299-311. doi : 10.1111/1468-2451.00383.

Loftus, A. (2012). *Everyday environmentalism: creating an urban political ecology*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Manji, F. (2007). World Social Forum : Just another NGO fair? *Pambazuka News*. <https://www.pambazuka.org/governance/world-social-forum-just-another-ngo-fair>

Mbembe, A. (2023). *La communauté terrestre*. Paris, La Découverte.

Moussa Dembélé, D. (2015). Ressources de l'Afrique et stratégies d'exploitation. *La Pensée*, 381(1), 29-46. <https://doi.org/10.3917/lp.381.0029>

Myers, G. (2016). *Urban Environment in Africa. A Critical Analysis of Environmental Politics*. Bristol: Policy Press.

Myers, G. (2018). « Multi-Vocal Urban Political Ecology. In Search of New Sensibilities ». In *Urban Political Ecology in the Anthro-Obscene: Interruptions and Possibilities*, édité par Henrik Ernstson et Erik Swyngedouw, 1^{re} éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315210537>.

Oiry, A. (2023). *Atlas mondial des littoraux*. Paris: Autrement.

Rodary, E. (2011). Crises et résistants : Les écologies politiques en Afrique. *Écologie & politique*, 42(2), 19-32. <https://doi.org/10.3917/ecopo.042.0019>

Roué, M. (2012) « Histoire et épistémologie des savoirs locaux et autochtones: De la tradition à la mode », *Revue d'ethnoécologie* 1. doi : 10.4000/ethnoecologie.813.

Steffen, W., Richardson, K., et al. (2015). Planetary boundaries : Guiding human development on a changing planet. *Science*, 347(6223), 1259855. <https://doi.org/10.1126/science.1259855>

Tchatchou, B., et al. (2015) *Déforestation et dégradation des forêts dans le Bassin du Congo: État des lieux, causes actuelles et perspectives*. Vol. 120. CIFOR

Tsing, A. L. (2017) *Le Champignon de la fin du monde. Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme*, « Les Empêcheurs de penser en rond »

Yentcharé, P. M. (2016) « Partager les fruits de l'innovation avec les communautés autochtones ou locales : les 12 travaux d'Hercule ? », *Revue internationale de droit économique* t.XXX.1 : 107. doi : 10.3917/ride.301.0107.